

L'emploi des jeunes dans l'espace francophone africain

Rapport

Présenté par M. Youssef GHARBI, député
(Maroc)

Rapporteur

BERNE (SUISSE) | 8 JUILLET 2015

Introduction

La problématique de l'emploi des jeunes constitue l'une des préoccupations essentielles de tous les Etats et sociétés. C'est une problématique complexe liée d'une part aux orientations politiques et aux choix économiques des gouvernements et d'autre part aux déséquilibres que connaît notre planète entre le nord et le sud. Toutes les solutions envisageables n'écartent pas l'itinéraire de la croissance économique et la valorisation du potentiel humain.

La réalité du chômage en Afrique est alarmante. 200 millions de population en âge de travailler risque de devenir faute d'alternatives en matière d'emploi, un réel problème (une bombe sociale à retardement).

L'emploi étant devenu une question clé de notre époque, il relève non seulement de la compétence des gouvernements mais aussi des organisations d'employeurs et syndicales afin d'élaborer des stratégies, des politiques d'emploi et des plans d'action clairs et fiables. L'emploi demeure sans conteste le point commun entre les nombreux mouvements de protestation sur la scène internationale.

« Le monde est confronté à un grave problème de justice sociale » avance Juan Somavia (directeur Général de¹ l'OIT). Ce constat nous incite à réfléchir sur la manière dont il serait possible de relever les nouveaux défis.

- ➔ tous les acteurs sont amenés donc à se mobiliser autour d'actions opérationnelles et à mettre en place un dispositif de promotion de l'emploi des jeunes

¹ OIT : organisation Internationale du Travail

I- Défi de la croissance

1- L'agriculture : secteur primaire fragile

Comment surmonter l'handicap de l'agriculture en Afrique afin de créer l'emploi surtout que 60% de la population africaine provient du monde rurale ?

L'une des réponses opérationnelles à ce dysfonctionnement nous a été proposée par M.Silvestere Ossiala dans son intervention intitulée « Croissance économique et chômage en Afrique », présentée en Côte d'Ivoire, Sa proposition est de privilégier le redéploiement vers l'agriculture alimentée par la petite industrie locale ainsi il a sollicité d'ouvrir au sein des facultés universitaires les enseignements agricoles pratiques élargis aux techniques de management des petites unités de productions comme ce qui se fait à Cheikh Anta Diop de Dakar au Sénégal... Voilà un échantillon non exhaustif des actions volontaristes à initier pour favoriser l'essor de ce secteur pourvoyeur d'emploi.

Il faut par ailleurs considérer que les compétences africaines à l'étranger peuvent jouer un rôle important dans la réalisation de raccourci scientifique et technologique afin de promouvoir le secteur d'agriculture. Cela permettra de valoriser le secteur agricole en lui permettant de devenir un secteur performant et créateur d'emplois.

2- Le secteur des services : inadéquation entre l'éducation et la formation

Parmi les secteurs qui offrent un éventail large d'emplois celui des services, or les jeunes ne sont pas outillés pour répondre aux besoins du marché. Le manque de formation spécifique leur fait défaut. Ainsi les pays africains francophones sont devant l'impératif de réformer le système d'éducation et de formation dans toutes ses composantes.

Une restructuration de l'enseignement fondamentale s'avère indispensable pour lutter contre la déperdition scolaire et instaurer des critères d'évaluation de la performance des systèmes d'éducation de base de tous les pays africains francophones.

On constate d'après les données fournies par plusieurs études que le taux de chômage s'accroît avec le niveau d'éducation surtout dans le milieu urbain. Ce paradoxe révèle la profonde inadéquation des formations avec la nature de la croissance économique qui demeure peu génératrice d'emplois qualifiés. Sans

oublier que les jeunes diplômés n'ont plus la conviction que le diplôme est un ascenseur sociale.

Donc l'ajustement entre les besoins de l'économie et les offres disponibles doit passer par la valorisation de la formation professionnelle, et l'instauration de passerelle entre l'université et l'entreprise, tout en impliquant le secteur privé comme partenaire incontournable de toute réforme de nos systèmes d'éducation et de formation.

II- Défi démographique :

Le rapport de la banque mondiale « Youth and employment in Africa : potential, the problem, the promise » a révélé le suivant :

L'Afrique a la population de jeunes la plus importante au monde et celle qui augmente le plus rapidement. Plus de 20 % de la population africaine a entre 15 et 24 ans et, puisque plus de 40 % de la population africaine a moins de 15 ans, on doit s'attendre à ce que ce chiffre augmente de façon notable dans les années à venir. Selon l'Organisation Internationale du Travail (OIT), les jeunes peuvent représenter jusqu'à 36 % de la population totale en âge de travailler et 3 personnes au chômage sur 5 en Afrique sont des jeunes.

« Le [fort] taux de fécondité est le défi démographique le plus important pour l'Afrique » affirme Carl Haub, démographe en chef au ²PRB. « Depuis 30 ans, 45 % de la population de la plupart des pays d'Afrique a moins de 15 ans. Donc, un nombre croissant de jeunes qui entrent sur le marché du travail est l'un des plus grands défis que doit relever l'Afrique ». La combinaison de croissance de la population associée à des taux de fertilité élevés et un faible taux de création d'emplois en Afrique présente des défis pour les jeunes. Malgré des taux de croissance économique de 6 pour cent ou plus en Afrique sub-saharienne ces dernières années, il n'y a pas eu assez d'augmentation d'emplois stables pour les jeunes. Etant donné les tendances démographiques actuelles, la pression de créer de nouveaux jobs continuera à augmenter dans les décennies à venir.

Source : www.banquemondiale.org

² PRB : population référence bureau

Cette abondance en ressources humaines reste une matière première non façonnée, encore une fois on pointe du doigt la responsabilité des systèmes éducatifs des pays africains et l'absence d'une volonté politique des Etats.

III- Défis liés à la nature du travail

Il existe un facteur assez fréquent dans les pays selon leur degré de pauvreté, beaucoup de ménages, même d'assez grande taille comptent un seul actif occupé parmi ses membres.

Les jeunes des pays en voie de développement acceptent de vivre longtemps au dépend de leurs parents et se permettent parfois de choisir un travail facile. Ce qui ne contribue pas à une sortie rapide de la précarité.

L'emploi des jeunes se caractérise donc par une forte précarité et une grande fragilité.

³ « Les emplois occupés par les jeunes sont en effet souvent moins bien rémunérés rarement contractualisés et très peu couverts par un régime de protection sociale »

Cela nécessite non seulement l'amélioration de l'employabilité des jeunes mais un travail psychologique qui vise à convaincre les jeunes à changer leur état d'esprit et prendre en charge leur personne et leur avenir.

Ce constat résulte du fait que les jeunes sont parfois découragés parce qu'ils cherchent des emplois faciles et bien rémunérés. Les statistiques montrent que le chômage est plus fréquent dans les ménages relativement de plus grandes tailles.

Pour sortir de cette crise, les analystes et professionnels proposent la promotion de l'auto-emploi et la très petite entreprise. Dans ce sens l'objectif est de développer et encourager les activités génératrices de revenus, dans le cadre d'une démarche globale axée sur la valorisation de filière avec une déclinaison territoriale.

³ Rapport du conseil économique et social du Maroc ; page 23

Cela passe par l'identification de projets types et l'encouragement des financements mixtes alternatives exemple au Maroc : L'INDH, micro crédit, fonds régionaux et banques.

On propose aussi le parrainage des ⁴TPE par des grandes entreprises pour leur faciliter l'accès aux premières commandes. C'est un accompagnement nécessaire pour le démarrage des TPE.

Exemple : la loi de finance 2015 au Maroc a proposé des faciliter pour les TPE.

- Exonération fiscale de 36 mois
- La prise en charge des prestations par l'Etat de 5 employés durant 36 mois

IV- femmes et emploi :

La réalité des femmes face aux défis de l'emploi est plus complexe parce qu'elles se heurtent à des problèmes spécifiques lorsqu'elles veulent accéder au marché du travail.

Trois indicateurs illustrent la situation de précarité de l'emploi des femmes

- La plupart des jeunes femmes exercent des emplois non rémunérés principalement comme aide familial
- Elles ne bénéficient pas d'une couverture médicale
- La plupart d'entre elles travaillent sans contrat

Cette situation reflète l'ampleur de marginalisation et de l'accroissement des inégalités à l'égard de la femme.

⁴ TPE : très petite entreprise

Une étude intitulé « *Gender Disparities in Africa's Labor Market* » avancée par la banque mondiale confirme ce constat :

Selon l'ouvrage, il existe globalement un écart de 17 points de pourcentage entre le taux de participation à la population active des hommes et celui des femmes, situés à 78,3% et 61 % respectivement.

Le livre analyse des données issues des enquêtes auprès des ménages collectées au début des années 2000 dans 18 pays africains. Ces données tiennent compte de la dimension genre dans la répartition de l'emploi, du chômage, de l'écart salarial, ainsi que l'impact éventuel du niveau d'études des individus concernés.

Ainsi les taux de participation des femmes au marché du travail varient de moins de 40 % en Ethiopie, au Kenya, au Malawi et en Ouganda, à 80 % et plus au Burkina Faso, au Burundi, en Gambie, au Ghana, en Guinée et en Sierra Leone. Pour l'Afrique subsaharienne dans son ensemble, le ratio emploi-population des femmes pendant la période couverte par l'étude était inférieur de 25 % à celui des hommes, soit respectivement 53% et 70 %.

Les données indiquent également que dans un certain nombre de pays africains, les femmes ont presque deux fois plus de chances que les hommes de se retrouver dans le secteur informel, et environ deux fois moins de chances d'obtenir un emploi formel que ce soit dans le secteur public ou privé. Bien qu'élevé, l'écart salarial entre les hommes et les femmes varie grandement d'un pays à l'autre. Le ratio de revenu moyen hebdomadaire entre les femmes et les hommes allait de 23 % au Burkina Faso à 79 % au Ghana.

Source : www.banquemonde.org

V- Pistes d'action :

➤ La promotion de l'auto-emploi et de la TPE :

L'auto-emploi est une opportunité qu'il faut développer et renforcer ainsi que la création et le développement de la TPE, pour atteindre ce but, un rapport présenté par le conseil économique et social au Maroc propose une série d'actions :

- 1- La création de guichet d'accompagnements : ces guichets seront dotés de mécanisme de soutien et offriront l'expertise nécessaire aux jeunes porteurs de projets pour leur faciliter les démarches de création d'entreprise, en leur organisant des cycles de formation.
- 2- Accompagner le développement des TPE par un système de parrainage : cette mesure mobilise les grandes entreprises au profit des TPE pour leur permettre l'accès aux marchés et premières commandes.
- 3- Développer les activités génératrices de revenus dans ce sens l'expérience de l'INDH au Maroc est une perspective importante qu'il faut encourager et promouvoir qui mérite d'être étudiée.
- 4- Encourager la formation professionnelle et préparer des jeunes diplômés qui répondent aux besoins du marché en termes d'employabilité : cette formation doit être axée sur la formation comportementale et linguistique, la formation entrepreneuriale et les stages d'insertion des lauréats.

Conclusion :

Pour conclure la volonté politique des Etats demeure un facteur décisif dans l'élaboration des démarches qui visent à surmonter la crise de l'emploi des jeunes dans l'espace francophone africain. Une volonté qui doit se manifester d'urgence pour éviter aux jeunes de sombrer dans le désespoir ou d'être proie facile des groupes terroristes qui profitent de la souffrance des populations. Une croissance à deux chiffres restera stérile tant qu'elle ne diminue pas les inégalités sociales de nos pays.

Les réformes structurelles qui peuvent contribuer à régler efficacement ces problèmes ont aussi besoin de moyens financiers et beaucoup de temps pour commencer à donner des résultats.

La piste de la formation professionnelle constitue un pilier principal pour l'insertion des jeunes dans les marchés du travail.

Les échanges entre tous les pays francophones dans ce domaine seraient efficace afin d'élaborer des solutions propices à ce problème complexe.